

Crise mondiale : Les socialistes de l'autre côté de la barrière

De nombreux dirigeants social-démocrates se sont ralliés à l'orthodoxie ultralibérale au cours des deux dernières décennies. Une contradiction qui éclate plus brutalement que jamais, à l'heure où les responsables de la crise s'attaquent aux revenus des salariés



Longtemps la social-démocratie et ses émanations — les nombreux partis socialistes du monde — se sont présentés comme une alternative à ce qu'ils identifiaient comme des « dérives » ou des « excès » du système capitaliste. Par glissements successifs en théorie et en pratique, de nombreux dirigeants socialistes ont glissé vers un soutien sans faille envers les politiques de « restructuration » les plus défavorables au salariat qui

se multiplient depuis une trentaine d'années sous la pression de divers organismes — Banque mondiale, FMI, OMC. Signe de cette réorientation idéologique, on retrouve régulièrement des responsables socialistes à la tête des institutions internationales et des gouvernements les plus impliqués dans les politiques de dérégulation issues du corps de doctrine économique et social de l'ultralibéralisme.

Grèce : les socialistes apôtres de la rigueur

Cette contradiction est apparue plus brutalement que jamais avec l'irruption de la crise des subprimes et ses multiples répercussions. En Grèce, c'est aujourd'hui un gouvernement socialiste, dirigé par le Parti socialiste pan-hellénique (PASOK) de Georges Papandréou, qui entend appliquer un plan de rigueur qui cible uniquement les revenus du salariat, sans mettre à contribution les revenus du capital. Un tournant à 180 degrés pour les socialistes, revenus au pouvoir au mois de septembre dernier en faisant campagne contre le plan d'austérité, bien moins offensif, annoncé par Constantin Caramanlis, Premier ministre conservateur sortant.

Un programme entièrement dirigé contre le salariat

Les mesures qui vont toucher de plein fouet l'État social grec sont directement issues du livre de recettes du FMI, dirigé par le socialiste français Dominique Strauss-Kahn. Elles sont unanimement rejetées par les syndicats des secteurs public et privé, ainsi que par la plus grande partie des citoyens de la République hellénique. Par le biais de grèves générales et de manifestations de masse — les plus intenses depuis la chute de l'Extrême droite en 1974 — le peuple grec a massivement demandé que les revenus du capital soient eux aussi sollicités pour faire face à la crise. Les mobilisations exigent aussi que les grandes fortunes construites grâce à la corruption générée par les politiques de privatisations déjà mises en œuvre — la « ploutocratie » — paient elles

aussi l'addition de la faillite de l'État, dont elles sont largement responsables.

Contradiction au sein du mouvement socialiste

Pourtant, Dominique Strauss-Kahn n'a pas hésité à « saluer » la politique du gouvernement grec, confirmant l'orientation hostile au travail et aux travailleurs d'une partie de la social-démocratie. Une dérive néanmoins fréquemment dénoncée au sein de la mouvance social-démocrate elle-même, non seulement par la « base », mais aussi par d'éminents représentants de ce courant. Maurice Allais, Prix Nobel d'économie en 1988, qui se définit lui-même comme "libéral et socialiste", a ainsi dénoncé l'action d'un autre "socialiste" revendiqué, le directeur de l'OMC Pascal Lamy. Selon l'économiste, « il faut de toute urgence délocaliser Pascal Lamy, un des facteurs majeurs de chômage ».

Géraud-Legros Geoffroy

<http://www.temoignages.re/des-socialistes-de-l-autre-cote-de,43445.html>